

L'EXCEPTION TUNISIENNE

La séquence : la transition tunisienne 8'03- 10'37

Voix off

Dans une Tunisie minée par les inégalités sociales, le chômage et la répression politique éclatent les premières manifestations. Nous sommes en décembre 2010. Le suicide d'un vendeur de rue à qui les autorités ont confisqué sa marchandise marque le point de départ d'un soulèvement qui se répand dans tout le pays, ponctué par une grève générale.

Un jeune manifestant

On en a plein le cul de lui, de ses conneries, on veut qu'il dégage. Qu'il dégage, merde ! Qu'il dégage !

Voix off

Lâché par l'armée qui refuse d'intervenir contre la foule, le président Ben Ali s'enfuit le 14 janvier 2011 en Arabie Saoudite. Il aura gouverné le pays d'une main de fer durant 23 ans. Les semaines qui suivent mettent le pays au bord du chaos : la rue, les étudiants, les syndicats, les islamistes réclament un changement complet de l'appareil politique. Entre-temps la révolte du printemps tunisien se propage en Égypte, en Syrie, en Jordanie, au Maroc, en Algérie, en Mauritanie, en Libye et jusqu'au Bahreïn et au Yémen.

Le 23 octobre 2011, les élections à l'Assemblée constituante donnent une majorité relative au parti islamiste Ennahdha qui obtient 37 % des suffrages. Cette même assemblée élit à la présidence Moncef Marzouki, militant des Droits de l'homme et opposant politique historique à la dictature de Ben Ali. Un gouvernement de coalition regroupant islamistes, libéraux et forces de gauche est constitué pour sortir le pays du marasme. Mais la transition s'enlise, les partis politiques se déchirent, l'économie s'enfonce dans la crise.

Les assassinats de deux figures de l'opposition en février et juillet 2013 provoquent un nouveau choc. Le pays avance au bord de l'abîme traversé par de nouvelles vagues de manifestations. C'est alors que sous l'impulsion des syndicats tunisiens se constitue le quartet du dialogue national, ce fameux quartet qui se verra attribuer le prix Nobel de la paix. Depuis le 26 janvier 2014, une nouvelle constitution régit la Tunisie et son président Caïd Essebsi est le premier issu d'une élection démocratique et transparente. Institutionnellement, un trait a été tiré sur soixante ans d'autoritarisme. C'est cela l'exception tunisienne, un pays qui fait l'apprentissage difficile, incertain de la démocratie.

L'interview 3'05- 7'52

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Bonjour Madame.

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Bonjour.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Merci d'avoir accepté l'invitation de Géopolitis. C'est la première fois en presque neuf ans d'existence qu'on reçoit un prix Nobel, qui plus est un prix Nobel de la Paix. Madame, comment se porte aujourd'hui la Tunisie ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

La Tunisie se porte bien. Elle est sur la bonne voie.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Vous êtes optimiste ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Bien sûr que je suis optimiste et je resterai toujours optimiste.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Mais on l'a évoqué déjà au début de cette émission, il y a quand même des difficultés socio-économiques, le chômage notamment qui frappe les jeunes. Que dites-vous à tous ces jeunes qui sortent diplômés, mais qui ne trouvent pas d'emploi ou qui rêvent de partir à l'étranger, de s'exiler ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Nous avons réussi un pari très important. Nous sommes un pays démocratique, nous avons réussi une transition politique parfaite. Aujourd'hui, nous avons à réussir une transition économique. C'est notre devoir à tous de travailler beaucoup plus, d'investir beaucoup plus et de trouver le terrain pour accueillir les investisseurs étrangers. Je dirais à ces jeunes : « il faut toujours être optimiste, il faut toujours avoir de la volonté et surtout il faut croire en ce pays. »

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Vous parliez des investisseurs étrangers, est-ce que la confiance est revenue à l'étranger ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Elle n'a jamais disparu.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Il y a quand même des investisseurs qui ont quitté le pays.

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Pas beaucoup. Nous avons 3300 entreprises étrangères qui sont restées en Tunisie. Quelques-unes sont parties pour des raisons et pour d'autres. Ça n'était pas uniquement à cause de la révolution parce qu'elles ont trouvé leur compte en Tunisie, elles sont fières d'être en Tunisie, elles travaillent et elles gagnent de l'argent en Tunisie aussi.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Il y a eu beaucoup de touristes qui ont visité la Tunisie, peut-être ceux qui nous écoutent. Beaucoup ne reviennent plus. C'est pourtant un secteur vital évidemment pour l'économie tunisienne, durement touchée par les événements de 2011, ensuite encore plus peut-être par les attentats de Tunis en 2015 et contre la station balnéaire d'El-Kantaoui. Est-ce qu'on peut s'en relever ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Malheureusement oui, on a eu un coup dur ! Et en plus c'était aussi principalement suite aux instructions de certains pays à leurs ressortissants de ne pas visiter la Tunisie bien que, nous Tunisiens, nous sommes un peu déçus parce qu'on voit : il y a eu des attentats un peu partout et ces pays-là n'ont pas interdit donc (à) leurs ressortissants de visiter les pays qui ont été attaqués. Moi je pense aujourd'hui, le phénomène du terrorisme, il est un peu partout. On ne peut pas condamner, sanctionner un pays parce qu'il y a eu des actes. Au contraire ! Il faut renforcer sa présence dans ce pays pour dire que : « nous sommes contre le terrorisme ! ».

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

À côté de vous, il y a la Libye, c'est un grand pays, un grand voisin où règne le chaos. Est-ce que la stabilité en Tunisie est possible dans un tel contexte ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Malheureusement, nous subissons tout seuls ce qui se passe en Libye. La situation, elle est inacceptable en Libye. Nous ne sommes pas responsables de ce qui se passe en Libye, mais la Tunisie subit de plein fouet ce qui se passe aujourd'hui en Libye. Moi je pense qu'il y a un appel à la communauté internationale d'aider à trouver une solution pacifique dans ce pays parce que de la stabilité et de la sécurité de ce pays va notre sécurité. Bien sûr nous, ce sont nos voisins, ce sont nos amis, c'est notre partenaire aussi. On a intérêt à ce que la situation se stabilise là-bas. Mais je pense qu'il est aussi de l'intérêt des Libyens qu'ils trouvent une solution par eux-mêmes. C'est important aussi qu'ils trouvent cette solution.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Et le retour des djihadistes tunisiens qui se battent en Libye ou dans le Sahel ? Comment faut-il empoigner ce problème ? On parle de 4000 à 5000 combattants islamistes.

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Non le chiffre, non. Il y a 2900 personnes...

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

...identifiées ?

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Oui, identifiées. Ces gens-là sont des Tunisiens, on va pas dire le contraire. Il y a aussi des moyens pour essayer de les encadrer, essayer de les écouter, de voir comment les intégrer s'ils seront (sont) prêts. Et sinon il faut les condamner s'ils sont vraiment coupables.

Marcel Mione, *présentateur de l'émission*

Votre Premier ministre a dit qu'un autre danger encore plus grand que le terrorisme menaçait la Tunisie, c'était la corruption. Vous êtes une femme d'affaires, je vous pose la question.

Wided Bouchamaoui, *union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat*

Vous savez, dans tous les pays du monde il y a ce phénomène de corruption. Dans un pays où l'État n'était pas fort, dans un pays où il y avait une révolution, un changement, dans un pays où notre voisin était et reste encore instable, c'est tout à fait normal qu'il y ait eu ce phénomène de corruption. Nous sommes en train, tous, de combattre ce phénomène. Je ne peux pas vous dire qu'on va l'éradiquer du jour au lendemain, mais nous sommes sur la bonne voie et on a intérêt à vraiment... à trouver une solution parce que nous voulons travailler dans un environnement transparent et démocratique.